



Exploitation, racisme, violences policières : la révolte est nécessaire !

Le meurtre du jeune Nahel par un policier à Nanterre suscite la colère. En banlieue parisienne, mais aussi dans d'autres villes, les nuits d'affrontements entre la jeunesse des quartiers populaires et la police s'enchaînent. Des commissariats et bâtiments publics sont pris pour cibles, comme autant de symboles d'institutions qui oppriment et discriminent les classes populaires. Et si les dégradations dépassent ce cadre, elles restent bien peu de choses, quoi qu'on en pense, par rapport au démantèlement des services publics, à la casse du droit du travail et aux crimes racistes comme celui qui vient d'emporter Nahel, mais aussi Alhoussein, tué récemment par la police à Angoulême alors qu'il se rendait au travail.

En face, les couvre-feux et interdictions de manifestations se multiplient, alors que la droite et l'extrême droite en appellent à l'état d'urgence et que le gouvernement l'envisage sur le plan national. L'état d'urgence sociale, c'est déjà ce que vivent les habitants et habitantes des quartiers populaires.

Cette révolte est celle d'une partie de notre classe

Ce qui s'exprime, c'est le ras-le-bol d'être pris pour cible par la police, des contrôles au faciès, du harcèlement policier, des « bavures » quotidiennes, et plus largement d'être des laissés pour compte. Chacun sait, dans cette jeunesse, qu'il aurait pu être à la place de Nahel, dont le meurtre s'ajoute à une longue liste. Il aurait grillé un feu rouge et tenté de fuir la police ? Raison suffisante pour justifier une exécution sommaire... à condition d'être issu des quartiers pauvres ! Car ce ne sont ni les Carlos Ghosn ni les évadés fiscaux qui risquent d'être tués par la police, et encore moins les patrons qui nous volent tous les jours en bloquant les salaires et en spéculant avec l'inflation.

La police tue pour maintenir l'ordre social

Cette fois-ci, les images filmées rendent impossible pour la justice, les dirigeants politiques et les médias de suivre la version mensongère des forces de l'ordre. Le meurtrier de Nahel est en détention provisoire. Mais tous ces perroquets des classes dominantes cherchent des excuses au meurtrier dans la personnalité de la victime.

Car il s'agit bien d'une guerre contre les pauvres, qu'il serait légitime de tuer. Les syndicats de police le déclarent sans honte, à l'image de l'Unsa Police et Alliance, qui affirment dans un communiqué que les policiers sont « en guerre » contre les « hordes sauvages ». Ils demandent, sous une menace à peine voilée, une « protection juridique du policier », autrement dit un permis de tuer.

Cette police raciste, largement acquise à l'extrême droite, est là pour contrôler les classes populaires, prévenir et réprimer leur révolte, et elle veut le faire en toute impunité. Le gouvernement lui donne carte blanche, avec l'approbation du Rassemblement national. Le nombre des victimes de la police est en hausse depuis la loi de 2017 – votée par la gauche de Hollande ! – qui a assoupli l'emploi des armes à feu pour les refus d'obtempérer.

Contre les violences policières, il faut se débarrasser du système capitaliste

Le renforcement de la violence policière est le pendant de la dérive autoritaire de Macron et Darmanin contre le monde du travail et sa jeunesse. C'est cette même police qui applique les politiques anti-immigrés, qui est responsable des milliers de morts de migrants aux frontières, qui réprime les Gilets jaunes ou les manifestants et manifestantes qui défendent les retraites. L'heure n'est pas à l'« apaisement », mais à participer à toutes les manifestations et initiatives contre les crimes policiers et la politique anti-sociale du gouvernement.

Plus la misère et les bas salaires s'étendent, plus les conditions de travail se dégradent, plus les fins de mois sont difficiles, et plus la police s'arme. Alors, non aux couvre-feux et à l'état d'urgence, justice pour Nahel et toutes les victimes de la police raciste, et vive la révolte contre ce système capitaliste qui ne fait que broyer nos vies !

Ce bulletin est le tien, fais-le circuler. Tu peux nous aider en l'informant. Prends contact avec nos militants :

Web Nouveaupartianticapitaliste.fr **Mail** comitenpamelun@gmail.com



Un problème de méthode ?

On entend beaucoup dire que la colère des émeutiers est légitime, mais qu'ils ne devraient pas faire les choses comme ça. Et alors, que peuvent-ils faire pour exprimer leur colère face à un état qui les méprise ? Qu'est-ce qu'il faudrait faire ? Les jeunes et les moins jeunes se saisissent de ce qu'ils ont. Si eux ou leurs parents ne galéraient pas, pourquoi prendre le risque d'aller piller ? Si la République appliquait vraiment égalité et fraternité, pourquoi s'en prendre à ses institutions ?

Les grands médias font des leçons de civisme et des appels au calme. Ils mettent sous le tapis les raisons de la colère : la pauvreté, le chômage, les prix, les logements – pendant que les riches augmentent leur fortune. Ça n'empêchera pas le tapis de brûler.

Entendu sur le terrain

« Imagine tu te réveilles t'as plus de voiture...
- Imagine tu te réveilles t'as plus de fils ! »

À Angoulême aussi, la police tue

Le 14 juin dernier, Alhoussein, un Guinéen de 19 ans, a été aussi tué d'une balle par la police. Pas de vidéo cette fois-ci, c'est donc la version de la police qui prime, malgré ses contradictions.

Affaire Adama : la justice attend toujours

Sept ans après le décès d'Adama Traoré, la Défenseure des droits vient de rendre une décision sur ce drame. Elle ne critique même pas le fait que les gendarmes aient couronné un jeune Noir qui n'était pas recherché, l'aient interpellé violemment et, à trois, l'aient étouffé sous leur poids. Tout juste se permet-elle de recommander qu'une note sur les dangers du plaquage ventral soit diffusée dans la gendarmerie nationale... Alors qu'elle a reconnu que les gendarmes avaient menti en prétendant « avoir tout mis en œuvre pour porter assistance à Adama Traoré après son malaise », ceux-ci ne sont toujours pas mis en examen.

La Justice ne traîne pas en revanche pour condamner des jeunes pris bien souvent au hasard par la police ces dernières nuits !

Faut-il réformer la police ?

Dix-huit ans après les émeutes de 2005, survenues après la mort de Zyed et Bouna, pourchassés par la police, qu'est-ce qui a changé ? La police a été

lourdement équipée avec des flash-balls et des LBD, et a pris l'habitude de tirer sur nous avec ces armes dites à « létalité amoindrie ». La loi de 2017 sur le refus d'obtempérer a élargi le droit de la police à nous tirer dessus. Faut-il réformer la police ? Mais en 2005, c'était déjà un corps au service de l'ordre des puissants, dont le plus grand rôle est de contenir la misère et les manifestations. Ce n'est pas la police qu'il faut changer, c'est la société capitaliste.

Il y a des formes de pillage socialement acceptées

La grande bourgeoisie met la terre entière en coupe réglée, détruit la planète, exploite l'humanité et fomenté les guerres depuis deux siècles, et ce seulement pour défendre leurs profits. Mais on n'entend pas les chiens de garde leur aboyer dessus.

La force des travailleurs, c'est la grève

Nous pouvons nous sentir solidaire de ces jeunes qui ripostent contre un ordre qui ne leur promet que chômage et précarité. Comment exprimer cette solidarité ? C'est la loi des patrons qui rend cette société pourrie. Nous pouvons avoir un rapport de force qui change la situation.

Le droit à la paresse

Début des services à 6h, fin à 19h : c'est exceptionnel, mais on a goûté un peu à ce que seraient des services allégés s'il y avait plus d'embauches et que le travail était mieux réparti entre tous... et c'est bon de rentrer chez soi en n'étant pas épuisé par le boulot !

Les vices de la qualité de service

Il y a du changement dans nos prises de services et points de départ. Entre collègues, l'info a pu circuler par nos réseaux de solidarité. Mais on peut être sûrs que bien des usagers vont poireauter à leur arrêt sans avoir été convenablement informés de la situation. La délégation de service public, c'est pas pour rendre de service au public, c'est pour faire du fric !

Congés payés... et payants

Pour ceux d'entre nous qui ont pu poser des vacances, ne pas trop dépenser sera une préoccupation. Entre les péages, l'essence, et l'inflation généralisée, plutôt que de partir la tête légère, on risque de revenir le porte-monnaie léger.

Il faut que notre salaire rattrape l'inflation. On fait le même métier qu'avant, pourquoi être payés moins ?

À CHAQUE FOIS...

